

Dossier de demande d'habilitation à  
délivrer un Diplôme d'Université

Domaine de formation : Droit

Intitulé du DU : Droit du numérique

Date : 2025

Nom du fichier : Dossier DU  
Droit du Numérique

Nom de la composante ou du service assurant la responsabilité du DU : UFR DROIT  
ET SCIENCE POLITIQUE

## 1 - Fiche d'identité

Composante(s) assurant la responsabilité administrative et pédagogique de la formation :

**UFR Droit et Science Politique**

Composante(s) partenaire(s) :

Autre(s) établissement(s) concerné(s) :

- cohabilitation :
- convention :
- autres : préciser la nature

Date et numéro d'enregistrement : Réservé à l'administration

Responsable de la formation : *un nom au maximum*

Nom, prénom	Qualité	CNU	Tél.	E-mail professionnel
BRUNAUX Geoffray	PU	01	06 89 74 94 79	geoffray.brunaux@univ-reims.fr

~~Responsable des parcours (si nécessaire) : un nom au maximum par parcours~~

Parcours	Nom, prénom	Qualité	CNU	Tél.	E-mail professionnel
1					
2					
3					
4					
5					

Date et avis du conseil de gestion de l'UFR : Réservé à l'administration

Date et avis du CFVU : Réservé à l'administration

Date et avis du CA : Réservé à l'administration

Création : **non / modification**

## 2-Présentation générale de la formation

### A - Généralités

La formation consiste en un diplôme universitaire destiné à former des titulaires d'une Licence de Droit, ou des professionnels du droit (avocats, magistrats, juristes d'entreprises) ou du secteur du numérique (informaticiens, services marketing...), aux domaines fondamentaux du droit du numérique : commerce électronique, droit des données à caractère personnel, droit de la propriété intellectuelle, droit pénal de l'internet, appréhension juridique des nouvelles technologies.

## **B – Positionnement de la formation dans le contexte LMD**

Préciser ici si la formation est d'un niveau

- **Master 1**

### **3-Description de la formation**

#### **A - Généralités**

##### **➤ Historique :**

*La création de cette formation est destinée à répondre aux besoins de juristes spécialisés en droit du numérique, notamment en raison de l'entrée en vigueur du règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Ses articles 37 et suivants imposent aux entreprises et aux autorités publiques procédant à un traitement des données la désignation d'un délégué à la protection des données. Ses missions sont notamment de s'assurer que la réglementation applicable au traitement des données personnelles est respectée, et de conseiller le responsable du traitement des données ou le sous-traitant quant aux mesures adéquates.*

*La formation ne se limite pas seulement à la seule réglementation des données personnelles. Son but est également de fournir une meilleure connaissance et une culture juridique plus large portant sur la majorité des risques et problématiques juridiques que des juristes peuvent être amenés à rencontrer dans le domaine du numérique : commerce électronique, droit de la propriété intellectuelle, droit pénal, analyse des nouvelles technologies.*

*De par la variété des matières abordées, les personnes suivant la formation seront en mesure de passer la certification « Pix + Droit », attestant ainsi, par l'obtention du certification complémentaire au Diplôme Universitaire, de leur niveau et de leurs compétences en droit du numérique.*

##### **➤ Positionnement :**

*La formation a pour objet de répondre à des besoins tant régionaux que nationaux. Ainsi, à compter du 25 mai 2018, toute autorité ou organisme public dont l'activité les amène à traiter à grande échelle des données sensibles doit désigner un délégué à la protection des données personnelles pour s'assurer du respect des règles de droit applicable.*

*Par ailleurs, le recours aux services de juristes spécialisés dans le droit du numérique s'impose à la grande majorité des entreprises dont une partie des activités se déroule en ligne.*

*L'ensemble des enseignants sont des spécialistes du droit des activités numériques, issus tant du monde universitaire que judiciaire.*

##### **➤ Présentation synthétique :**

*La formation se compose de cinq unités, portant respectivement sur le commerce électronique, les données personnelles, la propriété intellectuelle, le droit pénal de l'internet, l'appréhension des nouvelles technologies.*

## **B – Objectifs Pédagogiques**

##### **➤ Connaissances :**

Dispenser les connaissances théoriques et pratiques applicables aux activités numériques permettant :

- Aux étudiants d'être directement opérationnels dans des services juridiques spécialisés

- Aux professionnels de compléter ou de parfaire leurs compétences dans leur domaine d'activité.

➤ **Compétences :**

- Savoir mettre en place une activité de commerce électronique conforme à la réglementation en vigueur ;
- Respecter le droit de la propriété intellectuelle lors de l'utilisation de contenus numériques ;
- Savoir collecter et utiliser, dans le respect des règles de droit, les données personnelles fournies au professionnel à l'occasion de son activité ;
- Être capable d'identifier et de se protéger contre des actes malveillants relevant de la cybercriminalité ;
- Apprendre à transposer les règles de droit existantes et à analyser juridiquement les nouvelles technologies qui pourraient être rencontrées lors de l'exercice de l'activité professionnelle ;
- Savoir exploiter les bases de données juridiques.

## **C – Dispositions réglementaires**

➤ **Conditions d'admission**

**Être titulaire d'une Licence en Droit**

**OU justifier d'une expérience professionnelle suffisante en tant que professionnel du droit ou impliquant des compétences numériques.**

**La sélection des candidats fait l'objet d'un examen sur dossier de candidature.**

➤ **Modalités de contrôle des connaissances :**

- *les modalités de capitalisation des UE*
- **Unité 1 : Commerce électronique** : épreuve écrite terminale. Coeff. 2.
- **Unité 2 : Droit de la propriété intellectuelle** : épreuve écrite terminale. Coeff. 2.
- **Unité 3 : Droit des données à caractère personnel** : épreuve écrite terminale. Coeff. 2.
- **Unité 4 : Droit pénal de l'internet** : épreuve écrite terminale. Coeff. 2.
- **Unité 5 : Appréhension juridique de la blockchain** : épreuve écrite terminale. Coeff. 1.
- **Droit de l'intelligence artificielle** : épreuve écrite terminale. Coeff. 1.
- **Recherche documentaire** : contrôle continu. Coeff. 1.

*Une session 2 est organisée. Les modalités sont identiques à celle de la session 1, sauf pour la Recherche documentaire qui fera l'objet d'une épreuve écrite terminale.*

*Les unités validées sont capitalisées.*

- *l'adaptation des modalités à la formation continue*

*Les enseignements sont dispensés en sessions de 2 jours, au rythme d'une à deux sessions par mois, d'octobre à juin. L'objectif est une meilleure prévisibilité du calendrier, notamment pour les professionnels.*

➤ **Jurys**

Les enseignants intervenant dans le diplôme sont membres du jury.

➤ **Droit de scolarité**

- Formation initiale : 700€

- Formation continue individuelle : 1600€

- Formation continue conventionnée : 2100€

**D – Organisation pédagogique de la formation :**

Responsable du diplôme		
Nom : BRUNAUX	Grade : PU	
Prénom : Geoffray	Section CNU : 01	
Discipline principale enseignée : Droit privé	Equipe de recherche de rattachement : CEJESCO	
☎ : 06 89 74 94 79	Fax :	e-mail : geoffray.brunaux@univ-reims.fr

➤ **Organisation de la formation**

**UNITE 1 : COMMERCE ELECTRONIQUE**

COURS	Heures	Enseignant	Institution	Coefficient	CM/TD
Commerce électronique	20h	G. BRUNAUX	URCA	2	CM

**UNITE 2 : DROIT DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE**

COURS	Heures	Enseignant	Institution	Coefficient	CM/TD
Droit de la propriété intellectuelle	15h	C. TILLOY	URCA	2	CM

**UNITE 3 : DROIT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

COURS	Heures	Enseignant	Institution	Coefficient	CM/TD
-------	--------	------------	-------------	-------------	-------

<b>Droit des données à caractère personnel</b>	<b>20h</b>	<b>Th. LANGE</b>	<b>Avocat Barreau de Reims</b>	<b>2</b>	<b>CM</b>
--	------------	------------------	------------------------------------	----------	-----------

#### **UNITE 4 : DROIT PENAL DE L'INTERNET**

<b>COURS</b>	<b>Heures</b>	<b>Enseignant</b>	<b>Institution</b>	<b>Coefficient</b>	<b>CM/TD</b>
<b>Droit pénal de l'internet</b>	<b>20h</b>	<b>F. DEFFERRARD</b>	<b>URCA</b>	<b>2</b>	<b>CM</b>

#### **UNITE 5 : APPREHENSION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES**

<b>COURS</b>	<b>Heures</b>	<b>Enseignant</b>	<b>Institution</b>	<b>Coefficient</b>	<b>CM/TD</b>
<b>Appréhension juridique de la blockchain</b>	<b>6h</b>	<b>P. KASPARIAN</b>	<b>URCA</b>	<b>1</b>	<b>CM</b>
<b>Droit de l'intelligence artificielle</b>	<b>9h</b>	<b>A. HYDE</b>	<b>URCA</b>	<b>1</b>	<b>CM</b>
<b>Recherche documentaire</b>	<b>10h</b>	<b>Bibliothèque universitaire</b>	<b>URCA</b>	<b>1</b>	<b>TD</b>

Fourchette de volume horaire global pour un étudiant pour ce diplôme : 83 heures  
Dont :  
- Cours : 90 heures  
- TD : 10 heures  
- TP : ... heures  
- Travail personnel attendu: 85 heures

#### **E – Equipe Pédagogique de la formation**

*Remplir le tableau ci-dessous pour les enseignants et enseignants-chercheurs et intervenants professionnels :*

<b>Nom et qualité des enseignant(e)s-chercheur(e)s, enseignant(e)s, chercheur(e)s, professionnel(le)s</b>	<b>Section CNU *</b>	<b>Composante d'appartenance ou établissement ou entreprise</b>	<b>Equipe de recherche de rattachement</b>	<b>Nombre d'heures dispensées</b>	<b>UE concernées</b>
<b>Geoffray BRUNAUX</b>	<b>PU, 01</b>	<b>Droit</b>	<b>CEJESCO</b>	<b>20h CM</b>	<b>Commerce électronique</b>

Fabrice DEFFERRARD	MCF HDR, 01	Droit	CEJESCO	20h CM	Droit pénal de l'internet
Aurore HYDE	PU, 01	Droit	CEJESCO	9h CM	Droit de l'intelligence artificielle
Patrick KASPARIAN	MCF, 01	Droit	CEJESCO	6h CM	Appréhension juridique de la blockchain
Thomas LANGE	Avocat	Barreau de Reims		20h CM	Droit des données à caractère personnel
Céline TILLOY	MCF HDR, 01	Droit	CEJESCO	15h CM	Droit de la propriété intellectuelle
Bibliothèque universitaire	/	BU	/	10h TD	Recherche documentaire

#### **F – Stages :**

Dans la formation un ou des stages sont-ils prévus ? **Non**

#### **G – Ouverture internationale de la formation**

**Non**

#### **H – Ouverture à la formation continue et à la validation d'acquis**

**a- Existe-t-il des dispositifs spécifiques favorisant l'accueil d'un public de formation continue ?**

**Oui.**

Le diplôme est également accessible aux praticiens justifiant d'une activité professionnelle suffisante, quel que soit leur niveau d'études antérieures.

Les enseignements seront délivrés par sessions de deux jours, au rythme d'une à deux sessions par mois, d'octobre à juin, afin que les professionnels puissent organiser leur activité en considération de l'emploi du temps.

**b- existe-t-il des dispositifs spécifiques favorisant les validations d'acquis ?**

**Non.**

Etant donné le mode de sélection des inscrits, sur dossier, cela n'est pas nécessaire.

En outre, il n'est pas possible d'obtenir de dérogation pour certains cours, dès lors que la formation vise à dispenser des connaissances et compétences directement mobilisables dans la pratique.

### **I – Démarches innovantes**

L'ensemble des supports de cours (diaporamas, outils documentaires, vidéos) seront disponibles via la plateforme Moodle tout au long de l'année universitaire.

Selon les exigences et contraintes de chacun des enseignements, le diplôme peut être suivi en distanciel ou en modalité hybride pour donner une attractivité nationale au diplôme et faciliter le suivi par les professionnels.

### **J – Autres modalités pédagogiques :**

Néant.

## **4-Budget de la formation**

*Voir annexe*